



COMPOSITION DU DOSSIER DE DÉCLARATION DE MANIFESTATIONS SPORTIVES SE DEROULANT SUR UNE VOIE PUBLIQUE OU OUVERTE A LA CIRCULATION PUBLIQUE NE COMPORTANT PAS LA PARTICIPATION DE VÉHICULES TERRESTRES A MOTEUR

A) Pour une manifestation sportive sans classement ni chronométrage, le dossier de déclaration comprend (article A.331-2) *1 :

- 1° Les nom, prénom, adresse postale et électronique et les coordonnées de l'organisateur et, le cas échéant, du coordonnateur chargé de la sécurité ;
- 2° L'intitulé de la manifestation, la date et les horaires auxquels elle se déroule ;
- 3° La discipline sportive concernée, et les modalités d'organisation de la manifestation dont le programme et le règlement précisant si le départ et la circulation des participants seront groupés ;
- 4° Un itinéraire détaillé incluant le plan des voies empruntées ainsi que la liste de ces voies *2, sur lequel figurent, le cas échéant, les points de rassemblement et de contrôle préalablement définis et la plage horaire de passage estimée. Ces éléments sont fournis pour chaque parcours composant la manifestation ;

Par dérogation : les disciplines sportives pour lesquelles l'itinéraire des participants ne peut pas être défini à l'avance, telles que la course d'orientation, un plan de l'aire d'évolution des participants est transmis en lieu et place ainsi que la liste des voies susceptibles d'être empruntées.

- 5° Le nombre maximal de participants de la manifestation ainsi que, le cas échéant, le nombre de véhicules d'accompagnement. Ces éléments seront fournis pour chaque parcours composant la manifestation ;
- 6° le recensement des dispositions assurant la sécurité et la protection des participants et des tiers ;
- 7° L'attestation de police d'assurance souscrite par l'organisateur de la manifestation ou, à défaut, une déclaration sur l'honneur engageant l'organisateur à fournir cette attestation à l'autorité administrative au plus tard six jours francs avant le début de la concentration.

B) Pour une manifestation sportive avec classement ou chronométrage, le dossier de déclaration comprend (article A.331-3 du code du sport) :

a) Tous les éléments du tableau n°1 (soit ceux des manifestations sans classement ni chronométrage)

b) Auxquels s'ajoutent les éléments suivants :

- 1° Le règlement de la manifestation, tel qu'il résulte des règles techniques et de sécurité mentionnées à l'article R.331-7 du code du sport *3 ;

- 2° Le cas échéant, l'avis de la fédération délégataire concernée dans les conditions prévues à l'article R.331-9 ou; à défaut, la saisine de la fédération *4, **Attention Pour les clubs affiliés, CDCO ou ligue voir le paragraphe C "Dispense de l'application des formalités du 2° (tableau B-b)";**

- 3° Le nombre approximatif de spectateurs attendus pour la manifestation ;

- 4° Les dispositions assurant la sécurité et la protection des participants et des tiers prévues par les règles techniques et de sécurité de la fédération délégataire ;

- 5° Le régime en matière de circulation publique demandé pour la manifestation sur le fondement de l'article R.411-30 du code de la route *5 et en adéquation avec les règles techniques et de sécurité de la fédération délégataire ;

- 6° Les arrêtés pris par les autorités administratives compétentes pour définir le régime de circulation de la manifestation ou, à défaut, les arrêtés qui auront pu être recueillis au plus tard trois semaines avant la date de la manifestation ;

- 7° La liste des personnes assurant les fonctions de signaleurs dans les conditions prévues à l'article R.411-31 *6 du code de la route. Cette liste comprend le nom, prénom, la date et lieu de naissance du signaleur ainsi que le numéro de son permis de conduire *7. Elle est fournie au plus tard trois semaines avant la date de la manifestation.

*1 Exemples : randonnées pédestres, cyclistes, équestres, rollers, etc. ;

*2 Voir modèle joint d'itinéraire détaillé ;

*3 Article R.331-7 du code du sport « Dans les disciplines pour lesquelles elles ont obtenu délégation, les fédérations délégataires édictent les règles techniques et de sécurité applicables aux manifestations mentionnée à l'article R.331-6. Le règlement particulier de ces manifestations respectent les règles techniques et de sécurité qui ne peuvent faire l'objet d'adaptation sur le fondement de l'article L.131-7 » ;

*4 La fédération concernée par la manifestation (ex : fédération française de cyclisme, fédération française d'athlétisme, de triathlon, etc.). Cet avis doit être demandé avant le dépôt du dossier en préfecture dans lequel il sera ensuite inséré ;

***5** Article R.411-30 du code de la route : « L'autorité administrative compétente pour exercer le pouvoir de police en matière de circulation routière peut réglementer la circulation, l'interdire temporairement en cas de nécessité et prévoir que l'épreuve, la course ou la compétition sportive bénéficie d'une priorité de passage ou d'un usage exclusif temporaire de la chaussée porté à la connaissance des usagers par une signalisation appropriée, définie par arrêté du ministre de l'intérieur, du ministre chargé des transports et du ministre chargé des sports » ;

***6** Article R.411-31 du code de la route : « L'autorité administrative peut agréer des représentants de la fédération ou de la personne physique ou morale qui organise l'épreuve, la course ou la compétition sportive. Les représentants qui doivent être majeurs et titulaires du permis de conduire sont chargés, sur l'itinéraire emprunté, de signaler l'épreuve, la course ou la compétition sportive aux usagers de la route. Ils portent des signes vestimentaires permettant de les identifier. Dans l'accomplissement de leur mission, ils sont tenus de se conformer aux instructions des membres des forces de police ou de gendarmerie territorialement compétents. Ils leur rendent compte des incidents qui peuvent survenir. Le fait pour tout usager de contrevenir aux indications des représentants mentionnée à l'alinéa précédent et mettant en œuvre des mesures de circulation édictées en vertu de l'article R.411-30, à l'occasion des épreuves, courses ou compétitions sportives est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe » ;

***7** Voir formulaire joint.

C) Dispenses de l'application des formalités du 2° (tableau B-b) (article A.331-18 – 331-4 du code du sport) :

- les organisateurs de manifestations sportives qui sont membres d'une fédération sportive délégataire compétente ne sont pas tenus de fournir l'avis de leur propre fédération à condition toutefois que la-dite manifestation soit inscrite au calendrier de la fédération en question (article R.131-26) ;

- les fédérations sportives agréées, leurs organes régionaux ou départementaux et leurs membres, dès lors qu'il existe dans la discipline faisant l'objet de la manifestation, la convention mentionnée à l'article R.331-9 du code du sport. Cette convention doit être jointe au dossier.

D) Environnement :

Les épreuves, courses ou compétitions sportives qui se déroulent en totalité ou en partie sur une zone classée Natura 2000 doivent faire l'objet d'une production par l'organisateur d'une EIN (étude d'incidences Natura 2000). Pour le département du Jura, cette étude est conditionnée à la présence dans la manifestation sportive d'au moins 600 participants, organisateurs compris. Les opérateurs Natura 2000 peuvent apporter l'aide nécessaire aux organisateurs pour rédiger ce document (se renseigner auprès des préfectures ou des DDT (direction départementale des territoires).E

En ce qui concerne la problématique des espèces protégées, les organisateurs s'adresseront à leur DDT, afin de connaître la démarche à effectuer.

E) Délai de procédure et modalités de dépôt (Articles R.331-8 et R.331-10 du code du sport)

1° Pour les manifestations sans classement, sans chronométrage et sans horaire fixé à l'avance comptant plus de 100 participants, l'organisateur doit déposer une déclaration, au plus tard un mois avant la date de l'évènement auprès du préfet territorialement compétent. Pour les manifestations se déroulant à l'intérieur du territoire d'une seule commune, la déclaration est faite auprès du maire.

2° Pour les manifestations avec classement, chronométrage ou horaire fixé à l'avance, l'organisateur doit déposer une déclaration deux mois avant la date prévue de l'évènement. Ce délai est porté à trois mois lorsque la manifestation se déroule sur le territoire de plusieurs départements. Cette déclaration doit être déposée auprès du maire (territoire d'une seule commune), du préfet de département si la manifestation se déroule sur plusieurs communes, du préfet de chacun des départements parcourus par la manifestation, si celle-ci se déroule sur moins de vingt départements et, également, auprès du ministère de l'intérieur si le nombre des départements est de vingt ou plus.

F) Délivrance d'un récépissé (article A.331-5 du code du sport) :

- L'autorité administrative compétente délivre un récépissé de déclaration à l'organisateur lorsque le dossier transmis est complet au plus tard trois semaines avant la date de la manifestation. Le cas échéant, elle transmet une copie de ce récépissé aux autorités de police locales concernées par la manifestation.